Chroniques du Liban

Le pasteur Serge Fornerod s'est inscrit pour un semestre à la Faculté de théologie protestante du Proche Orient (NEST). Pour reformes.ch, il propose des chroniques régulières depuis le Liban.

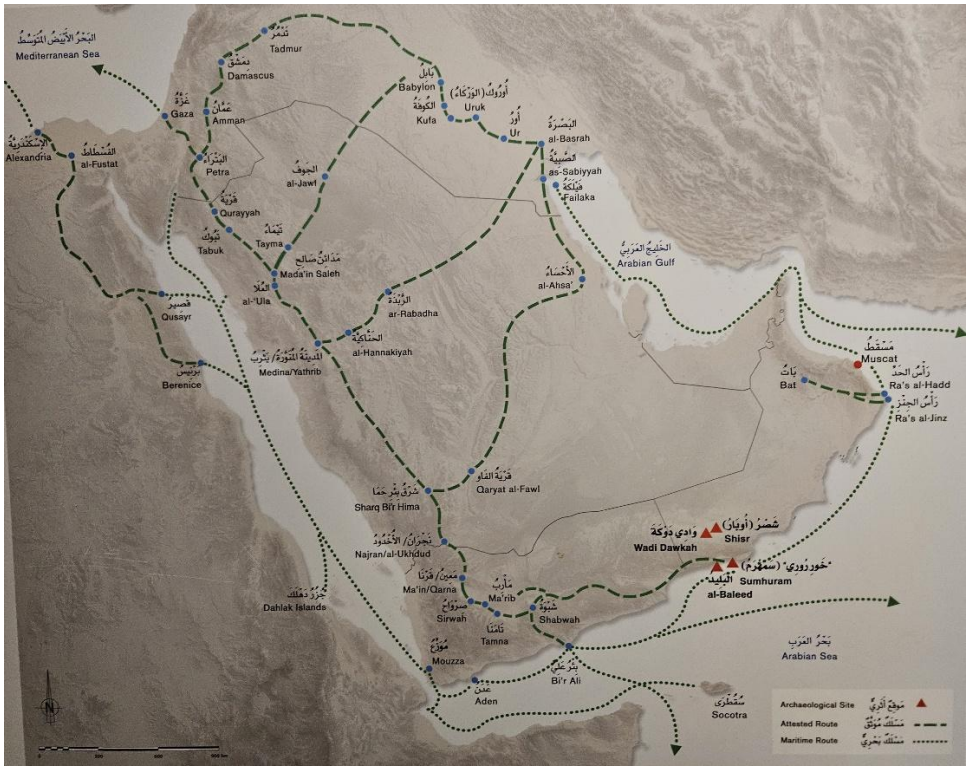
****

Dans le Golfe Persique, les Églises défendent les droits des travailleurs migrants

Serge Fornerod, 11 novembre 2026

Environ quatre millions. C'est l'estimation réaliste du nombre de chrétiens vivant dans la péninsule arabique et autour du Golfe persique. Etonnant ?

De fait, le Christianisme est présent dans et autour de la péninsule arabique depuis le début du 2e siècle au plus tard. Les guerres entre Rome et les Parthes sur la frontière de l'Euphrate ont amené les toutes premières communautés chrétiennes syriaques à essaimer rapidement, entre autres autour de la péninsule arabique, en Ethiopie, mais aussi dans l'actuel Iran, et plus loin encore. L'importance de cette tradition syriaque est largement sous-évaluée. De nombreux mots arabes, comme par exemple « Qur'an » ont une origine syriaque.



La situation des chrétiens dans la région aujourd'hui ne saurait être plus différente que celle, très missionnaire, d'il y a deux mille ans.

Lors du voyage à Oman avec la NEST, nous avons appris que neuf communautés dites « protestantes » célébraient chaque vendredi dans une seule et même Eglise : réformés, congrégationalistes, baptistes, pentecôtistes, adventistes, anglicans… Les communautés les plus grandes sont les communautés pentecôtistes ou évangéliques indiennes et asiatiques, bien avant les paroisses historiques réformée et anglicane. Toutefois, la collaboration œcuménique inter protestante et interconfessionnelle est faible, se limitant à la gestion logistique de la surface du large campus mis à disposition. Des événements pourtant classiques comme la semaine de prière pour l'unité ou la journée mondiale de prière ne sont pas célébrées, même si les relations personnelles entre les responsables sont excellentes. Pourquoi ?

Le seul organe de concertation inter protestant et interconfessionnel pour l'ensemble de la région est l'Association des Eglises du Golfe, dont le Conseil se réunit une fois par année. Cet organisme, complètement inconnu dans nos contrées, regroupe trente (!) dénominations, regroupées en cinq familles confessionnelles : **catholique** : arménienne, chaldéenne, copte, érythréenne, éthiopienne, gréco-catholique, latine, maronite, syrienne, syro-malabare, syro-malankare, gréco-catholique ukrainienne ; **orthodoxe orientale** : arménienne, éthiopienne, syro-malankare, syro-orthodoxe ; **orthodoxe byzantine** : grecque, patriarcat d'Antioche, de Jérusalem, russe ; **épiscopalienne** : anglicane, Eglise de l'Inde du Nord, Eglise de l'Inde du Sud, Eglise Mar Thomas ; **protestante** : Eglise protestante aux Emirats Arabes Unis (EAU), Eglise protestante nationale à Bahrein, Eglise protestante nationale au Koweit, IDCC (un groupe d'indiens indépendants reconnu au Qatar), Eglise protestante d'Oman (PCO), Eglise de l'Union (EAU).



Assemblée générale du GCF, Koweit 2026

On comprend vite le problème : ce sont à plus de 95% des Eglises d'expatriés internationaux ou, plus largement, de travailleurs immigrés au service des locaux. Rappelons-nous les reportages avant le championnat du monde de football au Qatar en 2022 sur les gens qui bâtissaient ces stades dans des conditions de vie et de travail déplorables. Les membres de ces Eglises, ce sont encore les femmes employées de maison, soumises elles aussi au système du « *kafala* » ou « *parrainage* » pratiqué dans le Golfe et au Liban. Ce type de contrat lie les droits de tout migrant à un citoyen ou une entreprise du pays qui l'emploie. En fait ces personnes sont des sans-droits. Les Eglises qui les accueillent ont le droit de gérer des bâtiments, délivrer des visas et gérer les questions de la vie familiale autrement que par la sharia. Bahrein reconnait 12 Eglises, le Koweit 15, Oman 13, le Qatar 10, les EAU 20 et le Yémen 6. Une de leurs tâches prioritaires est de défendre les droits de ces personnes.

En 2015, on estimait prudemment à plus de 3,4 millions le nombre de chrétiens vivant dans les six pays du Golfe, soit 6,5 % de la population résidant dans cette région. Le pourcentage de chrétiens dans chaque pays varie, allant de 4,3% en Arabie Saoudite à 13 % au Bahrein. Ces chiffres « officiels », outre qu'ils datent de dix ans, sont très probablement en-dessous de la réalité. Près de 70 % proviennent du sous-continent indien, 13% d'Asie du Sud-Est, 7,5 % d'Afrique, 3% du Moyen Orient et autant d'Europe.

Les principaux sujets dont se préoccupe cette Association régionale sont les Eglises non-enregistrées, les questions relatives à la migration, la manière de lire la Bible, les relations avec le gouvernement et avec les musulmans.



Assemblée générale du GCF, Koweit 2026

L'Association a publié en 2018 une déclaration d'Abu Dhabi, qui était adressée aussi bien à leurs membres qu'aux autorités. Il vaut la peine d'en citer des extraits :

a) *Nous appelons tous les chrétiens à rester fidèles dans leur culte du seul vrai Dieu et à s'acquitter avec obéissance de leurs devoirs de citoyens en aimant Dieu et en aimant leur prochain.*
b) Nous appelons les Églises à adopter une attitude proactive en recherchant des rencontres constructives avec la communauté musulmane par le biais de collaborations éducatives et d'actions de service à la communauté.
c) Nous appelons les Églises à collaborer avec les gouvernements pour répondre aux besoins des travailleurs. Cet impératif biblique se reflète également dans les valeurs défendues par les musulmans fidèles. Les chrétiens ne peuvent ignorer ni rester indifférents face à la détresse de ceux qui sont dans le besoin au sein de nos propres communautés. Nous appelons les Églises à prendre leur défense, à les former et à leur apporter une aide concrète (…)
d) Nous encourageons les chrétiens à dialoguer de manière créative avec les autorités compétentes sur les intérêts et les préoccupations communes.

Concernant les défis auxquels les Eglises sont confrontées, la déclaration précise ses demandes aux gouvernements locaux:

- *« Donner la possibilité aux chrétiens de rester fidèles à leur foi… en assurant l'existence de terrains suffisants pour la construction de bâtiments destinés à leurs célébrations… et en mettant à disposition un cadre légal et des mécanismes pratiques nécessaires au fonctionnement des Eglises, comme la diffusion de Bibles et de matériel liturgique.*
- *Mettre à disposition une plateforme de collaboration dans laquelle les besoins des travailleurs immigrés sont entendus et abordés. Nous souhaitons développer des relations de confiance qui nous permettent de travailler ensemble pour la justice sous l'égide du « kafala » et donner de l'espoir à ceux qui sont frappés par des dettes et rongés par les soucis.*
- *Faciliter des possibilités de rencontre entre les communautés qui promeuvent un esprit de mieux se connaître, partant du fait que l'intolérance est un fruit de l'ignorance »*

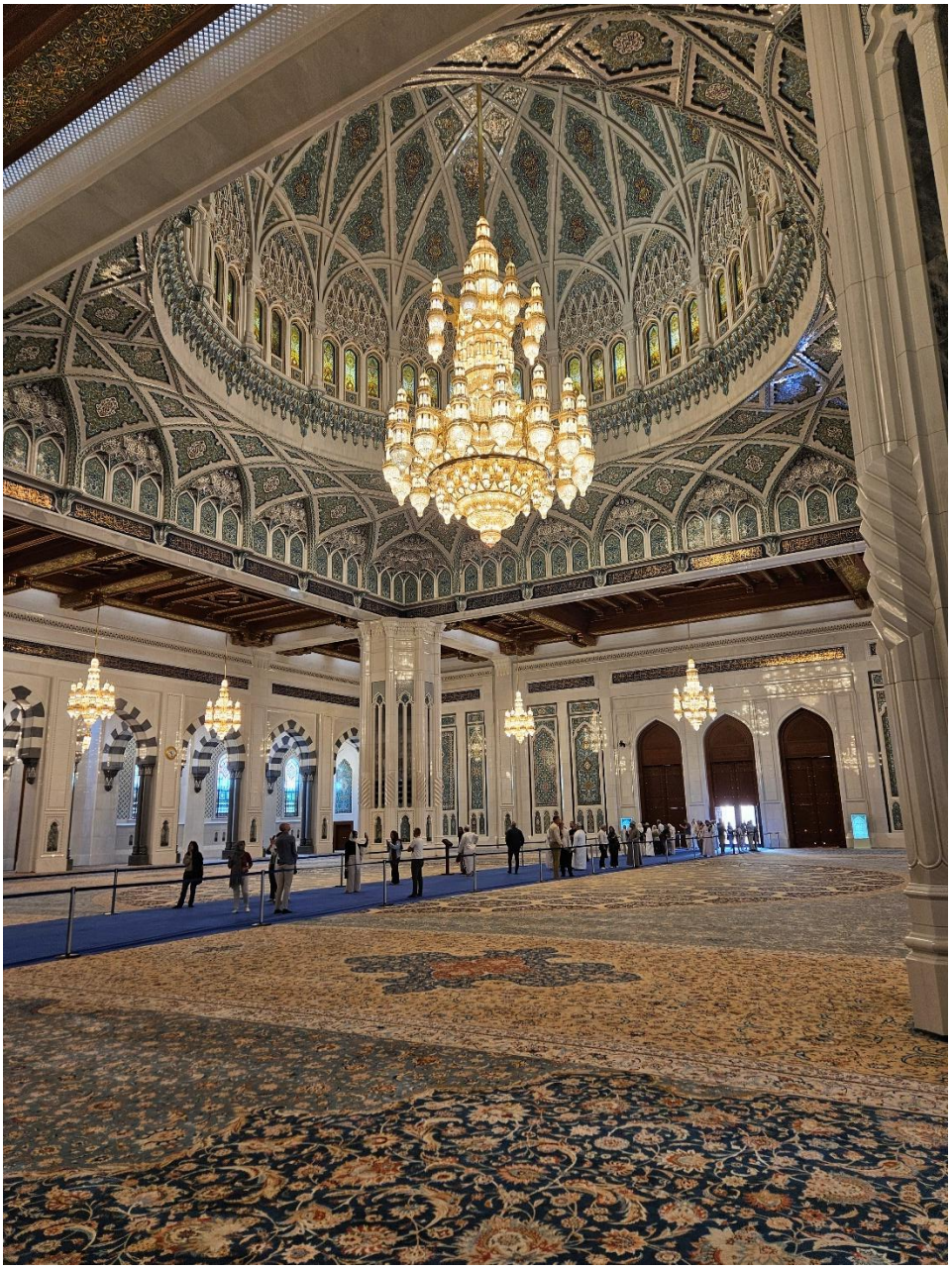
Pour fonder leurs demandes, les Eglises du Golfe s'appuient sur la déclaration de Marrakech de 2018, acceptée par 57 pays dans le cadre du « Processus de Rabat, dialogue euro-africain sur la migration et le développement », qui appelle et travaille au respect des droits humains et à la lutte contre le trafic d'êtres humains et la migration forcée. Même si les pays du Golfe n'en font pas partie, la demande des Eglises du Golfe est de s'en inspirer pour réformer le système injuste du *kafala*. Aucun pays n'a intérêt à faire le premier pas. L'association travaille en lien avec le Conseil des Eglises du Moyen-Orient (MECC) à

Beyrouth, mais leur pouvoir d'influence reste très limité. Seul un mécanisme politique suprarégional pourrait amender cette pratique injuste née pendant le boom pétrolier après 1945 pour réguler l'immigration.

****

La liberté religieuse de la « Suisse du Golfe »

Serge Fornerod, 29 octobre 2026



La NEST a fait pour la première fois une retraite à l'étranger, à Oman. Le pays avait un attrait particulier, celui de nous faire découvrir une autre expression de l'Islam que celles connues au Liban ou en Syrie. L'Islam majoritaire n'est ni le Sunnisme ni le Chiisme, mais l'Ibadisme, que l'on trouve aussi un peu dans le Maghreb. Il ne représente que 2% de l'ensemble des musulmans. Il n'existe pas de statistiques officielles à Oman, mais on estime à 60% les adhérents de la tradition ibadite, env. 35% le nombre de Sunnis et 3 % pour les Chiites. L'Ibadisme remonte à la pensée du meilleur élève d'Aïcha, la femme de Mahomet. Plusieurs de ses mosquées sont donc orientées vers Jérusalem et non la Mecque. Les Omanais n'ont par conséquent pas de complexe de légitimité pour justifier leur pratique propre de l'Islam. Cette forme très ancienne est particulièrement tolérante et désireuse d'éviter les conflits et les violences créés par la religion. Ainsi, aussi bien le Christianisme que l'Hindouisme ont un statut officiel à Oman. On compte cinq familles d'Eglises à Mascate (deux orientales, une orthodoxe, catholique et protestante) et trois temples hindous. Les chrétiens représentent moins de 5% de la population. Nous avons visité le temple principal hindou, les Eglises protestante et catholique et discuté longuement avec leurs responsables.

Une tolérance et une limite

Chez les protestants, c'est la première fois depuis 130 ans qu'un pasteur baptiste de Washington D.C. a été élu et non un pasteur de la Reformed Church in America (RCA), qui est arrivée à Oman en 1891 déjà. La RCA a suivi depuis les années 1980 un politique de décolonisation et abandonné son statut de « mission church » pour devenir sur la base d'un partenariat avec l'Eglise anglicane la Protestant Church of Oman (PCO). Elle a vendu son hôpital pour un rial symbolique à l'Etat et a transformé la maison du missionnaire et du directeur de l'hôpital en un centre interculturel, le Centre Al Amana (cf. mon blog du 12 octobre). Neuf communautés célèbrent ici, regroupant plusieurs milliers de personnes et seize nationalités. La communauté protestante « classique » regroupe environ quatre cents membres, essentiellement des indiens et des asiatiques.

La particularité est que pour rester fidèle au principe musulman selon lequel il est interdit de convaincre quelqu'un de changer de religion, toutes les Eglises et temples hindous sont réunis dans un seul campus, mis à disposition par l'Etat il y a une cinquantaine d'années. Il y en a encore deux autres dans le pays. Le vendredi, ces Eglises se remplissent plusieurs fois par jour des diverses communautés qui viennent y célébrer, les paroisses catholiques dans leurs différents rites orientaux et indiens, les protestantes avec toute la diversité qu'on leur connait. L'Etat n'intervient absolument pas dans cette organisation et les différentes familles chrétiennes s'organisent entre elles. De fait les protestants ont créé au travers de la PCO une sorte de faîtière de toutes les communautés protestantes, qui chapeaute la gestion et assure les relations avec l'Etat. Au musée national on peut voir l'exemplaire de la Bible que le missionnaire américain avait avec lui en 1891, à côté d'artefacts d'autres confessions ou religions.

Des restrictions

En revanche, et pour préserver l'harmonie sociale, aucune communauté religieuse qu'elle soit chiite, pentecôtiste ou syro-malabare n'a le droit de faire du prosélytisme dans le domaine public, ni de développer des actions sociales indépendantes. Pour cela, elles doivent créer un partenariat avec une ONG locale. Toute intervention ou manifestation dans le domaine public doit faire l'objet d'une autorisation. La mission n'a donc lieu qu'à l'intérieur des murs du campus. Les Eglises n'ont pas non plus le droit d'ériger une croix sur leur bâtiment. C'est une restriction à la liberté religieuse, compensée par un statut juridique protégé et la garantie de non-harcèlement de ses membres. Un statut comparable se trouve dans les autres pays du Golfe, à l'exception de l'Arabie saoudite. Dans un tel contexte, cela équivaut presque à une solution libérale, ce qui lui vaut « seulement » le 38e rang dans le classement des « Eglises persécutées » d'Open Doors, et le troisième meilleur score de la région après la Jordanie et le Qatar. Le paradoxe omanais est que cette régulation s'applique aussi aux différentes communautés musulmanes. L'Etat restreint aussi la liberté religieuse de l'Islam. Mais aucun pays ou mouvement musulman ne conteste qu'Oman soit un pays musulman «normal ». L'élément décisif est la préservation de la cohésion et de la paix sociale. Tout ce qui peut la troubler doit être évité. Le Directeur d'Al Amana apprécie cette solution: "Nous pouvons avoir des conversations religieuses sans la pression d'essayer de convertir ou d'être converti. Cette absence de pression est selon moi plus que la simple liberté de religion ». De quoi s'interroger une fois de plus sur la critériologie d'Open Doors…

Une tradition ancienne

Cette tradition de tolérance puise ses racines dans l'histoire de ce pays de marins marchands en contact depuis l'époque de la route de la soie avec d'autres civilisations. Le rôle du Sultan Qabous († 2020), qui a régné près de cinquante ans, est également très important. Il avait séjourné pour ses études en Angleterre où il a pu voir le besoin et l'intérêt du pays à un fort développement et la coexistence de nombreuses communautés. C'est lui qui a transformé le pays en profondeur. Cette esprit ouvert et pacifique a permis au pays de passer ces cinquante dernières années dans la paix et de vivre un fort développement économique, sans les soubresauts politiques ou religieux des pays voisins. Il se heurte toutefois à une mentalité très traditionnelle, tribale et conservatrice concernant l'habillement, la mixité sociale, le mariage, certains comportements (fumer par ex.). Dans la capitale Mascate (un million d'habitants), la mixité et la liberté se vivent plus facilement qu'à l'intérieur du pays. Lors de rencontres entre familles, les hommes et les femmes restent séparés, alors qu'au travail les employés mangent souvent ensemble.

La situation des femmes

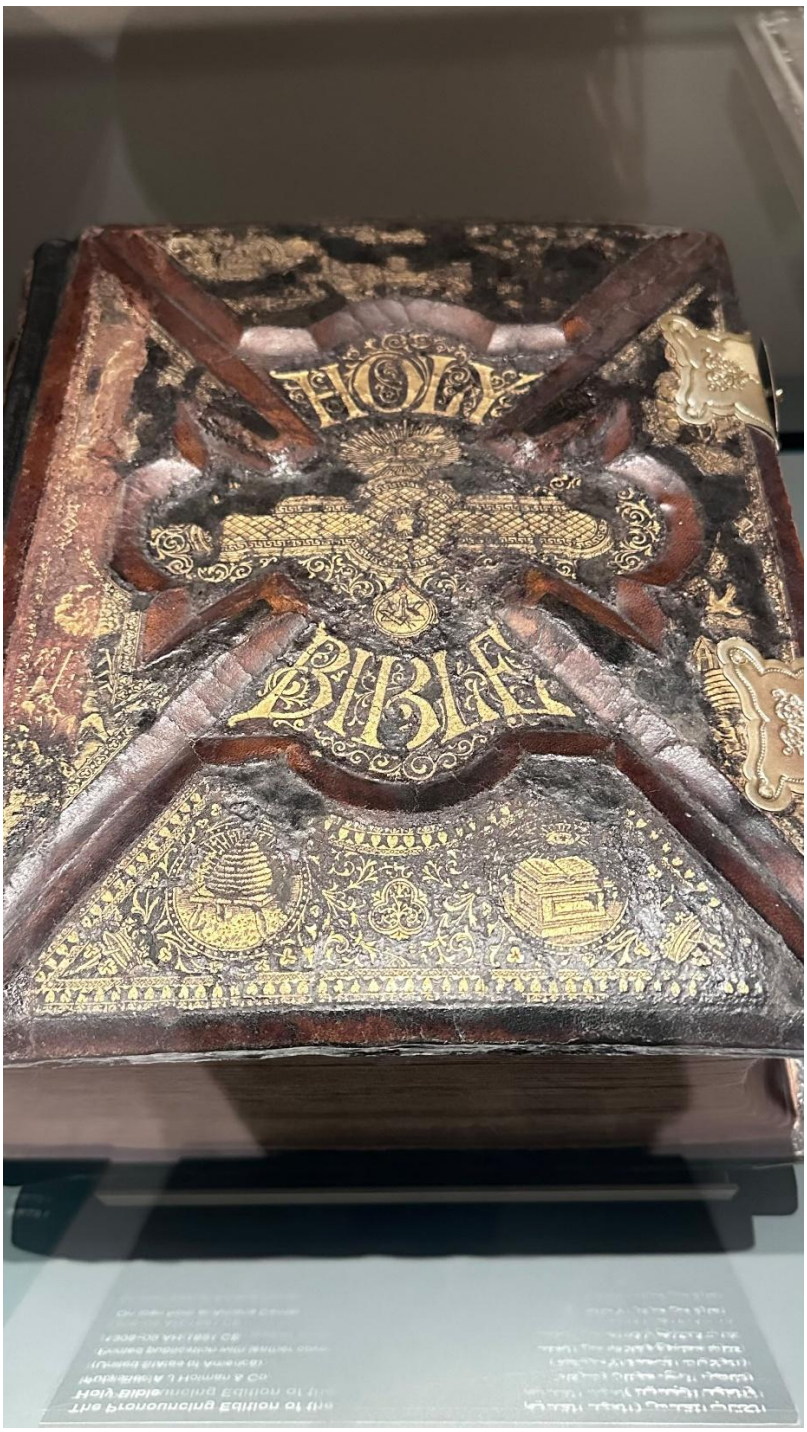
Le taux de divorce a fortement augmenté ces dernières années, et dans deux tiers des cas il est demandé par les femmes. Cela indique aussi une forte discrimination dans les familles, des violences et des tabous persistants, par exemple sur les relations extra-conjugales, les mariages précoces ou dépendants encore souvent de l'accord des

parents. Des femmes que nous avons pu rencontrer ont fait part d'expériences traumatisantes et tragiques dans leur vie, par exemple par le fait que la nationalité des enfants est donnée par le mari seulement. Avec 45 % de population immigrée, on imagine aisément les drames. Toutefois, le droit prévoit que si le motif du divorce est un abus du mari, celui-ci doit payer une somme à son épouse, même si c'est elle qui a fait la demande. Nous avons pu nous entretenir longuement avec une femme qui vit « librement ». A la question de savoir pourquoi il n'y a pas plus de femmes qui se battent contre ce système, elle a répondu – avis appuyé ensuite par l'expérience de vie des participantes libanaises - que la plupart des femmes vivent en fin de compte confortablement avec ce système et y trouvent plus de sécurité. Elles l'ont accepté intérieurement et se créent leur zone de liberté individuelle qui peut aller assez loin. « Dans ta chambre, toute seule, ou avec tes amies, tu peux faire ce que tu veux ! »

L'exception Omanaise

Le pays est entouré par le Yémen au Sud, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis (EAU) à l'Ouest et l'Iran au Nord. Surtout, il se situe de l'autre côté du fameux détroit d'Ormuz, dont il contrôle la pointe de la péninsule qui le forme au travers d'une enclave sur le territoire des EAU. La population atteint aujourd'hui plus de cinq millions de personnes, sur un territoire de plus de 300'000 km^2, très montagneux et avec deux grandes zones désertiques. D'abord colonisé (après une première résistance très forte) par les Portugais au 16^{e} siècle, puis contrôlé par les Anglais jusqu'en 1970 (!), le pays a vécu un coup d'Etat en 1970 fomenté par le fils du Sultan régnant malade, avec le soutien des Anglais. Le nouveau Sultan Qabous Ibn Saïd a enclenché un énorme processus de modernisation du pays et développé la production de pétrole et de gaz, source quasi unique de revenus. Grâce à lui, les femmes ont le droit d'étudier et de travailler. Elles sont présentes dans le parlement, l'administration et le gouvernement. Dans les écoles, les classes sont mixtes jusqu'à l'âge de dix ans. Cette année, on a vu à Mascate pour la première fois une femme enseigner à des garçons.

Oman est aujourd'hui une monarchie absolue avec des prémisses de monarchie constitutionnelle. La fonction de Sultan est devenue récemment héréditaire. Ce Royaume dispose – encore une exception - d'un parlement élu au suffrage universel mais essentiellement consultatif, issu essentiellement des représentants des anciennes tribus, d'un Conseil d'Etat et d'un Conseil des ministres. Le pays est co-dirigée depuis le 18^{e} siècle par la même dynastie. Depuis 2020 le Sultan est Haïtham ben Tariq, neveu du précédent, qui, contrairement à la tradition séculaire, n'a pas eu d'enfants. Sous le manteau, on raconte que son mariage arrangé avec sa cousine n'avait duré guère plus de deux ans et qu'il ne s'était jamais remarié parce qu'il était homosexuel. Par respect pour la tradition du pays, cela a été passé sous silence.



Politique religieuse : Le Sultan Qabous a fait construire dès les années 1970 des mosquées dans toutes les villes du pays, dont la plus grande – qu'il a payé dit-on de sa poche - pas très loin de Mascate, a été inaugurée en 2001, après six ans de travaux. La surface totale est 416'000m^2. De l'or et du marbre fin en profusion, un tapis d'une seule pièce gigantesque. Elle est la seule ouverte aux non-musulmans et peut recevoir plus de trois mille personnes à la fois.

La « Suisse du Golfe »

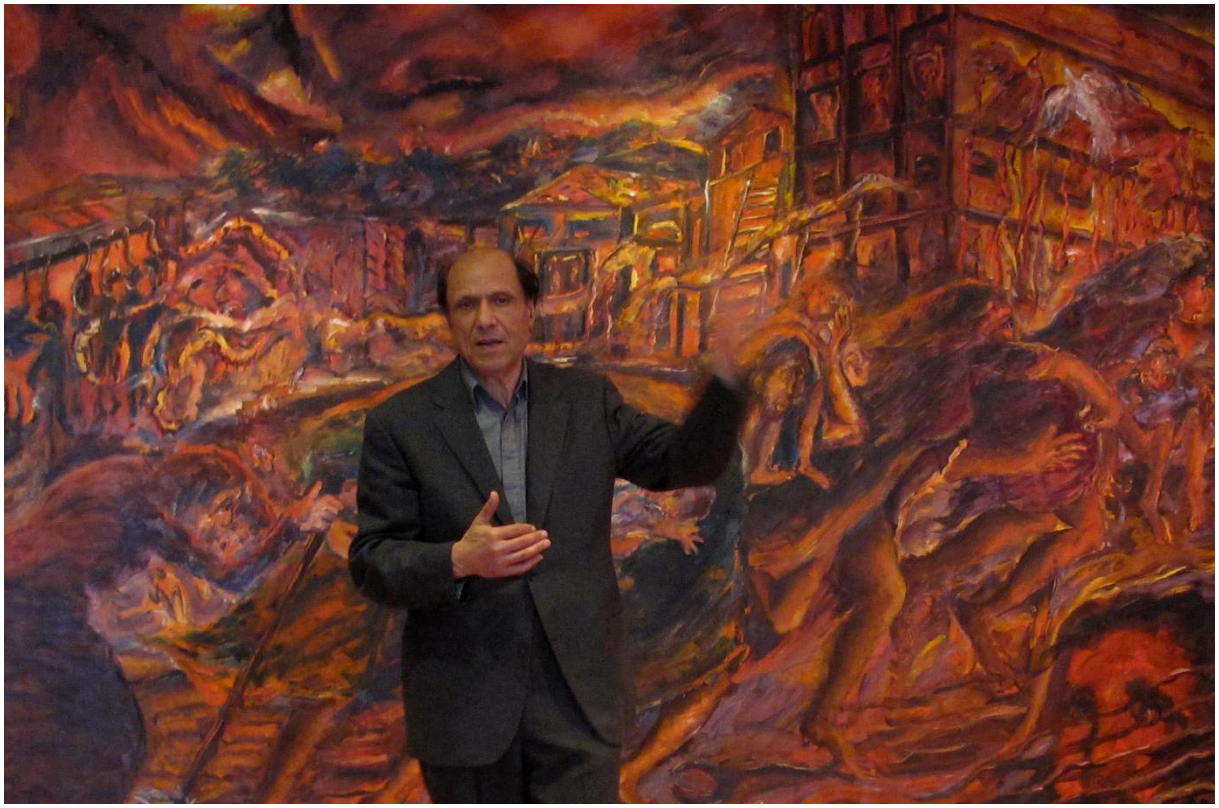
Oman fait face à l'océan Indien, ce qui explique les relations séculaires qu'il entretient avec le sous-continent. La population a fortement augmenté ces vingt dernières années, passant de deux à cinq millions. La très grande majorité des étrangers (45% de la

population) vient d'Inde ou d'Asie. Le pays vit comme toute la région du Golfe des hydrocarbures (cinquante centimes le litre à la pompe, tandis qu'à Beyrouth, on frôle les trois dollars !), mais est resté très attaché à ses racines arabes traditionnelles. Sa capitale Mascate a encore de très jolis quartiers à l'architecture typique du Golfe, contrairement à Dubaï ou Doha. L'eau, le pain, le riz, le poulet sont fortement subventionnés, ce qui soulage d'autant les familles pauvres. Malgré cela, la mentalité et l'image de la rue reste très traditionnelle et marquée par les hommes, tandis que les femmes portent presque toutes le voile, alors que cela n'est pas obligatoire. La sharia ne s'applique que pour le droit de la famille, tout le reste de la vie de la société et de l'économie est régi par un code civil. Sur le plan international, Oman se targue de ne pas avoir d'ennemis, et n'a aucun contentieux ni avec l'Iran, l'Arabie Saoudite, Israël ou le Yémen. Son esprit modéré, neutre et chercheur de consensus est reconnu de tous et mis à contribution dans la situation régionale actuelle. Il est le seul pays de la région à ne pas avoir de coopération militaire avec les USA. On l'appelle parfois « la Suisse du Golfe ».

****

L'art pour surmonter la souffrance et lui résister

Serge Fornerod, 22 octobre 2026



Nabil Kanso

Un peintre ne décrit pas la réalité. Il l'interprète, que ce soit d'une manière impressionniste, expressionniste, abstraite etc. Il la recrée à son image et à sa perception. Il l'actualise, ou l'anticipe. Il la projette sur une surface plane, lui met un cadre petit ou

grand, une ou des couleurs dominantes, la rend épaisse ou fluide, expose la lumière ou les ténèbres. Dans un contexte à la fois aussi pluriel, traditionnel et violent que celui du Liban moderne, j'ai voulu voir comment trois artistes libanais contemporains regardaient leur pays. Un sujet-critère permet de mieux percevoir et comparer les sensibilités et les ressentis : la guerre civile entre 1975 et 1990, avec plusieurs épisodes traumatisants, dont la ligne de front au cœur de la ville, (appelée « ligne verte » à cause de la végétation qui peu à peu envahit le no man's land) ou l'invasion israëlienne de 1982 et le massacre dans le camp palestinien de Sabra et Chatila la même année. Trois regards au hasard des articles de presse des dernières semaines. Les photos tirées des sites web des artistes sont signalées.

Le premier est **Nizar Daher** (*1951). Il est peu connu en Occident et a surtout exposé dans la région, en Russie, en Chine et en Asie centrale. Il est actuellement Président du syndicat libanais des peintres et conseiller culturel du ministre de la culture. www.nizardaher.com. Une œuvre bien connue est sa représentation de Sabra et Chatila où la couleur du feu se confond avec celle du sang, et où l'information couvrant le massacre s'envole vers l'oubli.



Nizardaher.com

Mais son sujet de prédilection et dans lequel son art s'exprime le plus est la vallée de la Bekaa et sa beauté.



Nizardaher.com

Que ce soit de manière abstraite ou expressionniste, chaque fois la lumière éclatante attire le regard et permet de saisir les traits sombres et anguleux, les menaces présentes dans ses sujets avec un certain espoir. Mais le flou persistant interdit d'identifier une réalité concrète porteuse d'un espoir définitif, tout reste fluide et incertain et semble pouvoir basculer dans une autre tonalité plus menaçante à tout moment : un fil de fer barbelé, une ruine, un terrain qui semble bouger, un sommet menaçant… L'ombre n'est jamais loin, comme un rappel d'un passé que la nature veut enrober ou faire oublier.

La seconde est **Claude Moufarège** (*1951), exposée récemment tout près de la NEST. Elle a vécu à Beyrouth seulement pendant sa jeunesse et ses études et s'est finalement installée à Paris depuis plusieurs années. Elle a été exposée plusieurs fois à Londres, en France et en Suisse. Malgré la distance biographique, il est frappant de voir comment Beyrouth est omniprésente dans sa mémoire picturale. www.claudemoufarege.com. Elle aussi part de la guerre civile.



La maison jaune aujourd'hui

Elle a peint la fameuse « maison jaune » (Beit Beirut). Cette grande maison des années 1920 est située sur la ligne verte. Elle a servi de refuge et de guet pour les francs-tireurs. Du fait de sa hauteur et de ses multiples angles de tir, elle est devenue un symbole de la guerre. Elle a été finalement préservée et restaurée. Aujourd'hui encore, sa façade est criblée d'éclats de balles. Dans ce tableau, elle est, symbolisant le pays entier, engloutie par une vague géante venue dont ne sait où réellement, elle surnage comme une arche de Noé vide dans un second déluge sans espoir. Le tableau date de 2018, quelques mois avant l'effondrement financier du pays qui l'engloutira une seconde fois.



Dans ses œuvres postérieures, c'est l'absence et paradoxalement la froideur de sa ville qui est mise en avant : des rues sombres, vides de toute voiture (!), des immeubles sans vie, comme des statues de sel, une ville fantôme après une épidémie, avec des couleurs évoquant une mort qui rôde encore. Le paysage urbain est vidé de sa présence humaine. Des rues qui vont nulle part, des immeubles désertés, des balcons et des fenêtres où personne ne passera. Dans un registre identique, elle illustre par un tryptique noir, gris et blanc le silo explosé du port en 2020.



Enfin, le plus exigent et le plus connu des trois est certainement **Nabil Kanso** (1940-2019)**.** Il a été beaucoup exposé aux USA (où il a vécu depuis le milieu des années 1960), mais aussi en Amérique latine, en France et en Suisse). La guerre civile le ramène provisoirement au Liban et le marquera profondément (www.nabilkanso.org).

Il peint plusieurs guerres, dont celle du Viet Nam, du Koweit ou de Syrie. L'opposition entre la lumière et la ténèbres dans l'être humain l'obsède en permanence. Il ne la voit pas d'abord comme un phénomène politique ou historique, mais comme l'expression de la capacité de l'humain de s'autodétruire, y compris par les idéologies, la cupidité, le pouvoir ou l'indifférence. Mais il ne sombre pas dans le nihilisme. Dans ses œuvres souvent monumentales, des fragments de salut, d'élan et d'espoir restent visibles, souvent incarnées par des enfants, des personnages féminins, symbole de force, stabilité et persévérance.



La puissance psychologique et émotionnelle de ses œuvres invite le spectateur à une profonde réflexion sur l'humanité, son pouvoir de destruction, de survie mais aussi de renouveau. Une pensée parfaitement en phase avec l'expérience actuelle et passée du pays. Et aussi une source de confiance sur la capacité de cette population à rebondir

****

Le judaïsme libanais hier et aujourd'hui

Serge Fornerod, 15 octobre 2026



Lors d'un échange l'autre jour j'appris au détour d'une phrase qu'il y avait un cimetière juif à Beyrouth, ainsi qu'une toute petite communauté qui subsistait de manière très discrète. Mais le plus surprenant est qu'il y a aussi une synagogue, entièrement rénovée récemment. Cela méritait bien une petite recherche. En effet, officiellement, Israël et le Liban sont toujours en état de guerre depuis 2006, même si aucun incident ne s'est produit jusqu'en 2024. Il est de par la loi interdit aux citoyens libanais d'avoir des échanges personnels avec des citoyens israélites.

Les juifs du Liban

La plupart des juifs libanais étaient des sépharades venus d'Espagne et du Portugal en bateau pour fuir l'inquisition à partir du 15e siècle. D'autres, des Mizrahis, les ont rejoints en particulier au 20e siècle depuis les pays arabes voisins Syrie, Irak, Iran, Turquie, en particulier à cause des répercussions dans leur pays des conflits avec l'Etat d'Israël, ainsi que de Grèce, Italie, Egypte.

La communauté juive a compté jusqu'à cinq mille personnes, essentiellement à Beyrouth au début du 20e siècle et jusqu'à vingt-quatre mille dans tout le pays après la seconde

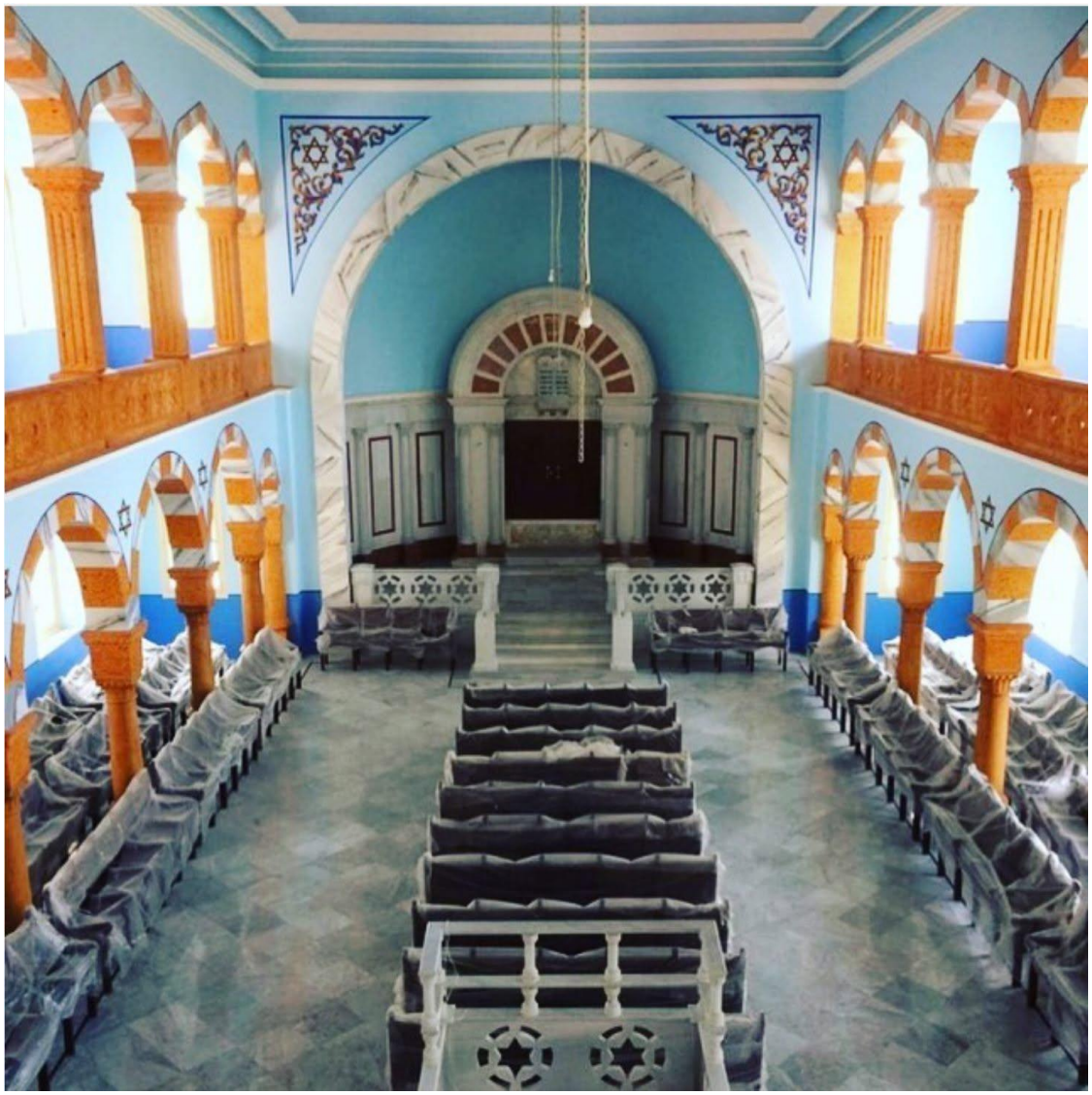
guerre mondiale. Il existait aussi des communautés à Saïda et à Tripoli et dans certains villages. La communauté de Beyrouth crut encore d'environ jusqu'à dix mille personnes après 1948, essentiellement grâce à des commerçants. A tel point que, pendant cette décennie, le quartier du centre-ville était devenu une terre d'asile pour les juifs des pays arabes voisins en proie à la répression. Ce détail donne un information précieuse sur la vie commerciale florissante de la ville mais aussi sur la tolérance qui régnait à Beyrouth. Les premières attaques contre la communauté datent néanmoins aussi du conflit de 1948. Les vagues de départ se sont ensuite succédé au fil des différentes guerres qu'a connues le pays : 1958, 1967, 1975-1990 (avec en particulier en 1984 à la prise en otages de onze personnalités juives et l'assassinat de quelques-unes). L'état hébreu, qui incitait à l'immigration en offrant des avantages matériels, attirait surtout les milieux modestes. Au début de la guerre civile libanaise (1975-1990), la communauté juive ne comptait plus que quinze mille personnes. Dans les années 1990, elle se réduit à deux mille personnes. Aujourd'hui, on estime leur nombre à moins de trente personnes. Mais ce chiffre ne tient pas compte de ceux qui sont double nationaux, en particulier américains ou européens. Outre Israël, beaucoup sont partis en Syrie (Alep, Damas). D'autres aux USA.

Un interlocuteur me racontait qu'il avait grandi dans les années 1960 dans une maison de quatre étages entièrement occupée par des juifs, avec le maitre de maison au dernier étage. Lié d'amitié avec un de ses fils de son âge, il était le seul non-juif à être invité à son anniversaire. Son père à lui était tailleur, et il rendait souvent service pour des petites retouches sans se faire payer. Lorsque leur appartement devint trop petit parce que la famille s'était agrandie, ils purent occuper un des appartements de l'immeuble. Il se souvient qu'un jour, le voisin leur conseilla de ne pas sortir le lendemain. Ce fut le jour où la guerre éclata. Plus la guerre durait, plus les juifs du quartier émigraient. Un soir, le maître de la famille fit venir chez lui le père de l'enfant. Cela dura dix minutes. En rentrant, le père ne dit rien. Mais le lendemain matin plusieurs centaines de juifs du quartier avaient disparu d'un seul coup, sans jamais plus revenir ni donner signe de vie, ni que l'on sache comment et où ils étaient partis.

Le cimetière

Il est situé sur l'ancienne «ligne verte », qui séparait Beyrouth-Ouest de Beyrouth-Est pendant la guerre civile, donc au plus près des combats, dont il a beaucoup souffert. Il a fallu le déminer après la guerre. Il est gardé nuit et jour par une solide porte verrouillée. Les hauts murs abritent plus de 3500 tombes, dont celles de quelques personnages connus, comme des rabbins ou des membres de la famille Safra. Il a été fondé en 1829. Le cimetière est adjacent à l'endroit où se réunit provisoirement la communauté francophone de la ville, le cimetière franco-allemand, ce qui permet, en montant sur le toit de l'ancienne cabane du gardien (aujourd'hui transformée en lieu de culte) de pouvoir l'apercevoir. Sinon, il est complètement inaccessible. Des pillages et du vandalisme ont eu occasionnellement lieu ces vingt dernières années, et les dommages infligés par la guerre civile le rendent partiellement dangereux. Le cimetière fut laissé dans un état d'abandon. Dès 1999, la communauté restante commença un travail de restauration. En

2019, un violent ouragan apporta de nouveaux dommages, tout comme l'explosion du port en 2020.



La Synagogue Magen Abraham

A quelques centaines de mètres de la mer, dans l'actuel centre-ville de Beyrouth se trouve la synagogue Magen Abraham. Elle est entièrement restaurée mais reste inaccessible, fermée et sans aucun visiteur. Située près du Parlement et d'appartements de hauts dirigeants, elle est sous haute surveillance et de fait isolée au milieu de rues toujours désertes. Elle a été restaurée en 2010 et réouverte en 2014, à l'initiative de la communauté juive, mais avec l'accord de tous les partis politiques du pays, y compris le Hezbollah, qui a déclaré faire la distinction entre la religion juive, « une religion divine » et l'Etat d'Israël. Aucun parti n'a cependant participé à son financement, resté privé et secret. Il est possible qu'une partie soit venu d'une des entreprises de Rafic Hariri. Celui-ci avait fortement soutenu la reconstruction du centre-ville dès les années 1980. Il fut par deux fois premier ministre (1992-1998 et 2000-2004). Il mourut dans un attentat quelques mois après sa démission. La Synagogue a également été endommagée par l'explosion du

port de 2020. Elle est la seule des 17 synagogues du quartier à avoir résisté aux diverses crises politiques du siècle dernier.

****

Comment faire de la théologie protestante au Proche-Orient aujourd'hui ?

Serge Fornerod, 8 octobre 2026



Pour les prochains mois, je vis et j'étudie à la Near East School of Theology (NEST)à Beyrouth. La NEST est le plus ancien institut de formation théologique du Proche Orient. Fondé officiellement en 1932, mais avec des précurseurs remontant environ cent ans plus tôt, sa fondation précède de plus de trente ans celle de l'Université Américaine Libanaise, qu'il a contribué à créer.

L'optimisme scientifique du 19e siècle a touché aussi les missionnaires, qui espéraient convertir aussi bien catholiques et orthodoxes que musulmans. Il fut rapidement douché. Il a fallu s'installer dans la durée avec la perspective de rester une minuscule minorité, ceci aussi sur le plan œcuménique et théologique. On estime qu'aujourd'hui les protestants représentent env. 0,5% de la population du pays. Les Eglises évangéliques,

baptistes, pentecôtistes etc. regroupent plus de membres que les trois Eglises « historiques », l'Eglise nationale évangélique, l'Eglise presbytérienne (NESSL) et l'Eglise évangélique arménienne. Ces réalités statistiques sont aussi le fruit du destin dramatique de ce pays, victime des conflits régionaux depuis plus de cent ans. Donc la question fait sens: comment fait-on de la théologie protestante dans un tel contexte ?

Une institution essentielle mais des ressources insuffisantes

Le problème se manifeste dans la situation actuelle de la NEST. Elle est aujourd'hui une institution qui veut développer sa flexibilité, sa capacité de réaction, son ambition de qualité. Mais aussi ne plus dépendre de la théologie occidentale, que l'on qualifie selon les interlocuteurs de trop étrangère au contexte ou de colonialiste dans sa manière de prétendre à la plus haute scientificité. Or, même si plus de 80% des pasteurs et responsables de toute la région ont été et sont formés ici, les ressources des Eglises sont insuffisantes pour financer une telle faculté. Il faut innover, offrir des formations à géométrie et intensité variables, sortir des cadres d'intervention et de communication académiques traditionnels. Il faut aussi aborder des thèmes d'actualité ou plus accessibles à un grand public, (re)créer des synergies et des alliances, trouver des financements dans des services ou des locations d'infrastructure, etc. Tout ceci a aussi un fondement théologique. En voici quelques aspects :

Il faut bien sûr équiper les pasteurs de manière pertinente pour notre temps et former les cadres des Eglises qui portent la NEST (aux trois Eglises déjà citées il faut ajouter l'Eglise luthérienne de Palestine et le diocèse anglican de Jérusalem qui couvre, outre Israel et la Palestine, la Jordanie, la Syrie et le Liban. Elles forment avec douze autres communautés évangéliques le Conseil suprême des Eglises protestantes au Liban et en Syrie). La qualité de l'éducation apportée par les protestants a été et est toujours la marque de fabrique reconnue et appréciée de toute la population. Mais le modèle traditionnel du pasteur de paroisse est-il durable au vu de la taille des petites communautés ? Les femmes sont admises au ministère, mais beaucoup hésitent à se lancer sans autre garantie dans une telle aventure. Des hommes aussi souhaiteraient pouvoir conjuguer activité séculière et ministère ecclésial. Chaque Eglise définit seule son ecclésiologie et sa théologie des ministères. Mais les échanges entre les divers membres de ces Eglises à l'intérieur de la NEST stimule la réflexion sur l'avenir.

Reconnaissance pour la théologie protestante, pourtant minoritaire

La théologie permet aussi de se distinguer des autres Eglises. Face à une tradition orthodoxe majoritaire, mais aussi catholique-maronite orientée surtout sur le rituel, la théologie protestante avec son focus sur le texte biblique et son approche critique et scientifique reçoit une certaine reconnaissance des autres Eglises. De même, sa capacité de réaction et sa flexibilité institutionnelle lui permettent de jouer un rôle pionnier dans des initiatives nouvelles. Mais cette concentration sur le texte biblique uniquement met aussi la théologie protestante au défi de se positionner par rapport aux théologies du « remplacement », et au sionisme chrétien, très présentes chez les protestants

occidentaux. De même en ce qui concerne le racisme anti-arabe dissimulé dans le rejet de l'Islam. La décolonisation de la théologie protestante est aujourd'hui une évidence pour la NEST.

Les qualités traditionnelles du protestantisme conduisent la NEST à oser une relation de qualité avec l'Islam et à aider les protestants (mais pas seulement !) à interagir avec les musulmans d'une manière théologique. Refusant le qualificatif typiquement occidental, plaintif et vaguement paternaliste appliqué aux Eglises protestantes de la région de « minorité des minorités », la théologie protestante se bat contre cette autodéfinition dépressive et dépréciatrice, qui a comme conséquence réelle que les protestants ne se sentent pas appartenir à cette région. Grâce à la remise en question de cette pensée, la théologie et les Eglises protestantes se positionnent comme faisant partie de la majorité des citoyens et croyants libanais, ceux qui veulent et travaillent à une société juste, tolérante et paisible. Sans idéaliser ni démoniser les autres communautés, en restant critique sans devenir polémique, la théologie protestante de la NEST se veut constructive, favorise et réalise elle-même un engagement social et culturel inclusif pour toute la communauté.

Ces présupposés sont mis en œuvre très matériellement dans le programme de la NEST par le fait qu'elle fonctionne comme un campus résidentiel, offrant tous les services sur place, y compris une vie spirituelle, des activités et engagements sociaux et des loisirs, afin d'exercer dès le départ le bien-vivre ensemble.